

LA LIBERTÉ DE CONTACT...

Nous vivons à une époque bien étrange en vérité. Le groupe pour la défense de la liberté d'opinion, composé de socialistes aux nuances très variées, comme il sied lorsqu'il s'agit de revendiquer une liberté dont tout le monde doit pouvoir jouir, n'a pas plutôt annoncé sa fondation par quelques meetings de protestation, que voilà aussitôt une attaque nouvelle contre une des formes de la liberté: la liberté de contact. Or, c'est précisément parce que des socialistes, inféodés il est vrai à une politique de parti dont ils supportent aujourd'hui le joug collectif comme ils en ont escompté les avantages personnels dans le passé, ont revendiqué très fermement la liberté d'opinion, qu'ils se voient dénier le droit de s'unir momentanément et dans un but bien déterminé avec des camarades dont le socialisme n'a qu'un tort, c'est d'être intransigeant et d'échapper à toute mainmise de la politique.

Dans un article publié par *le Genevois*, M. Favon explique à ses amis, bourgeois radicaux de la Suisse, les conditions de l'alliance radicalo-socialiste genevoise et dit ceci:

«Il n'y a donc aucun engagement diminuant en quoi que ce soit l'indépendance des électeurs de chaque parti et des organes qu'ils ont choisis pour les représenter régulièrement».

Passant ensuite aux critiques qui ont été faites au sein même du parti radical contre l'alliance avec le parti ouvrier et qui sont nées des dernières manifestations devant les consulats et la caserne de Plainpalais, dont on a voulu faire remonter assez naïvement la responsabilité aux orateurs des différents meetings, M. Favon ajoute:

«Tout cela est sans valeur, et ne saurait en rien justifier un grief du parti radical contre le parti socialiste ouvrier; il n'est pas plus responsable que nous des folies d'une tourbe étrangère, dont l'intervention ne peut qu'être nuisible à lui comme à nous.

Ce qui reste, c'est que l'événement a prouvé que M. Sigg et les délégués du parti socialiste ouvrier ont montré trop de confiance dans les groupes anarchistes et révolutionnaires, et que, placés avec nous aux responsabilités de gouvernement, il faut qu'ils rompent absolument et définitivement avec des gens qui les ont joués et qui n'ont rien négligé pour les compromettre aux yeux du pays.

Quand M. Triquet est allé parler dans la seconde séance Bonfantini, le parti socialiste ouvrier commençait à discerner cette nécessité; il avait tenté d'ajourner la séance, mais sans succès, parce que les raisons qu'il avait d'attendre étaient justement celles qui engageaient les pécheurs en eau trouble des groupes Bertoni et Taban à précipiter les choses; M. Triquet a fait d'ailleurs un discours absolument irréprochable au fond et à la forme et a bien marqué ses distances. Mais cela ne suffit pas; il faut démontrer qu'entre nos alliés et ces groupes-là il n'y a plus rien de commun, et qu'ils les considèrent comme les plus dangereux ennemis de l'ordre et du progrès, par conséquent du pays lui-même. On ne peut être avec nous qu'en étant contre eux carrément...».

Et ce sont des bourgeois qui viennent dicter ainsi à des socialistes du parti ouvrier des injonctions impératives dont le but final est l'ostracisme le plus complet et une intolérance dont on aurait pu croire des piètres seuls capables!

Cette mise en demeure ressemble assez à une leçon fort aigrement donnée par le magister Favon; nous sommes loin de la déclaration d'indépendance du début. Il ne s'agit plus d'alliés mais bien d'inférieurs que l'on menace de renvoyer s'ils ne veulent pas obtempérer aux ordres du maître. Rien à répondre aux calomnies de ce vieux radoteur: les orateurs du parti socialiste ouvrier savent aussi bien que nous qu'aux différents meetings personne ne prévoyait les manifestations faites à leur issue. Ce qui nous étonne, c'est qu'aucun d'eux, pas plus M. Sigg que M. Triquet, marquant ses distances déjà toutes marquées par ses multiples fonctions, n'ait eu le courage de rétablir les faits dénaturés sciemment par M. Favon pour obtenir la soumission de ses alliés; depuis le lundi 13 mai, jour où parurent les mensonges de cet émule d'Escobar, ils eussent eu le temps de remettre les choses au point. Ils ne l'ont pas fait, c'est regrettable pour eux seuls,

car, pour nous, connaissant la morale de M. Favon, nous le savons très expert dans l'art de maquiller les faits et nous passons, quelque peu attristé, cependant, de voir un vieillard s'abaisser de cette façon.

La soumission du parti ouvrier socialiste a été exigée pour satisfaire la bande de bourgeois timorés qui forment la plus grande partie du radicalisme genevois. Cette exigence ne saurait leur suffire longtemps; ayant peur de tout, des mots comme des faits, tremblant à toute annonce de nouvelles grèves, ils sont dans une perpétuelle crainte pour leurs capitaux ou leurs petites rentes; fidèles lecteurs du bulletin politique du *Journal de Genève*, quoique radicaux, ils s'émeuvent et passent par toutes les transes que leur communique l'ultra réactionnaire qui le rédige. Bientôt ce sera aux idées mêmes du parti ouvrier socialiste, à son programme économique qu'ils s'attaqueront, si ce n'est déjà fait.

Nous ne voyons nulle part que les adhérents à ce parti opposent quelque résistance aux ordres formels du grand manitou radical ; au contraire, M. E. Hof, dans le *Grütlianer*, abonde déjà dans le sens radical et publie à ce sujet un article où nous prenons les lignes qui suivent:

«En ce qui concerne l'assemblée de protestation, tous ceux de nos compagnons que j'ai questionnés là-dessus sont d'avis qu'aucune valeur morale ne ressort, résolutions prises pour nos affaires suisses, parce que nos compagnons étrangers n'ont pas profité de l'occasion de laisser agir les citoyens suisses seuls. Nous ne vivons pas encore dans l'état d'avenir, nous vivons encore dans les frontières du pays, et là il se présente des moments où dans l'intérêt des principes les étrangers au pays doivent se retirer».

Mais encore à un autre point de vue je ne suis pas content de la dernière assemblée de protestation et de la marche, la main dans la main, avec les anarchistes. De telles assemblées de protestation leur fournissent d'excellentes occasions pour débiter et défendre leurs idées; quant à ce qui en sortira, cela ne les inquiète pas le moindrement. Aux congrès internationaux des socialistes, ils ont été exclus, et pour de bonnes raisons. Ils sont nos adversaires, car ils compromettent le mouvement et le but des ouvriers socialistes. Dans l'avenir, la Société du Grütli, à Genève, demandera à connaître d'avance les signataires des affiches et les orateurs. La jeune "Union ouvrière" sera obligée de faire de même».

Nous pourrions répondre à ce grand stratège que son ton sentencieux est parfaitement ridicule, et cache assez mal l'anémie de ses principes; opposer une réaction plus grande encore à celle qui sévit déjà nous paraît devoir être un thérapeutique dangereux. En 1869, M. Grosselin, député socialiste au congrès de Bâle, prononçait des paroles aussi réactionnaires que celles de M. le président du *Grütli*. Il disait alors à ceux que M. Hof appelle des «étrangers»: «*Nous voulons faire de bons petits pains et les manger nous-mêmes!*». De restrictions en restrictions, M. Grosselin est resté seul pour les manger. Nous souhaitons que l'esprit étroitement national des Hof et C^e n'ait pas un résultat identique, nous le souhaitons pour les ouvriers sincèrement socialistes qui voudraient certainement faire autre chose que de hisser des ambitieux au pouvoir. Rappelons à M. Hof que c'est précisément pour ne pas avoir voulu faire le jeu des politiciens de sa trempe que les anarchistes furent exclus des congrès internationaux, cette exclusion les honore et ils auraient le droit d'en être fiers.

Naturellement, à la lecture de cet article, M. Favon entonne un hosannah victorieux et il s'empresse d'écrire le 15 mai:

«Qu'on nous montre un autre canton de la Suisse où le sentiment national s'affirme avec cette netteté dans les rangs socialisés et où les ouvriers disent comme ceux de Genève: la Suisse aux citoyens!».

Le *Peuple de Genève* s'est contenté de redresser quelques appréciations de l'organe radical, mais nous y avons vainement cherché une réponse à la mise en demeure de M. Favon. Elle était donc péremptoire et les coups de férule du maître sont reçus sans aucune protestation.

Nous avons tenu à faire un exposé de la situation, car elle nous démontre ipso-facto dans quel état de soumission se trouvent tous ceux, parmi les socialistes légataires, qui émargent au budget, et combien pour eux est plus importante la conservation de leurs places que celle d'un programme qu'ils amèneront à sa plus simple expression si leurs alliés l'exigeaient un jour. Si c'est là ce qu'on a appelé la conquête des pouvoirs publics, nous croyons, avec Kropotkine, que «*la conquête des socialistes par le pouvoir*» serait plus juste et plus conforme à la réalité des faits.

Quant à nous, heureux de ne devoir aux bourgeois de gouvernement que des persécutions, nous continuerons à démontrer aux travailleurs l'inanité des luttes politiques, l'inconséquence que commet le prolétariat en s'unissant à ses pires ennemis pour l'obtention de réformes qui, lorsqu'elles ne sont pas anodines, sont simplement odieuses et oppressives, garrottent les producteurs et les jettent sans merci à l'exploitation

capitaliste. Lorsque les canailleries gouvernementales nous y obligeront nous protesterons dans de nouveaux meetings, nous organiserons la résistance, certains d'avoir avec nous les travailleurs non enrégimén-tés et non circonvenus par le radicalisme.

Loin de restaurer la devise jésuitique: «*qui n'est pas avec nous est contre nous*», comme le fait M. Favon, nous appellerons, lorsque les circonstances le décideront, tous les hommes de bonne volonté, convaincus de retrouver parmi nous bon nombre de socialistes légalitaires qui n'auront pu accepter le nouveau joug que leur impose l'alliance hybride actuelle, malgré les vœux des Hof et autres courtisans du chef radical.

Georges HERZIG.
